

## POLIT

Développement de l'éne

# Les écologistes ont à Ottawa de pro

*Si un accident ou un attentat devait se produire, c'est Montréal et non Toronto qui*

Le plan de développement énergétique de l'Ontario prévoit des investissements de 45 milliards dans le nucléaire. Ce plan soulève deux questions, occultées jusqu'à présent: quel est le niveau de risque de cette stratégie globale et qui seraient les principales victimes en cas d'accident important ou d'attaque terroriste sur une ou des centrales?

LOUIS-GILLES  
FRANCŒUR

Montréal risquerait d'être touché davantage que Toronto si un accident nucléaire majeur devait survenir à l'un ou l'autre des nouveaux réacteurs que l'Ontario songe à construire sur les terrains de l'actuelle centrale de Darlington, située à environ 60 km à l'est de la capitale ontarienne.

C'est ce qu'a soutenu hier Emilie Moorhouse, la responsable du dossier énergétique au Sierra Club du Canada, dans une entrevue accordée au *Devoir*.

C'est notamment en raison des

impacts «transfrontaliers» résultant possiblement des projets majeurs du gouvernement ontarien en matière de nucléaire que le groupe environnemental canadien a réclamé hier de la ministre canadienne de l'Environnement, Rona Ambrose, qu'elle enclenche une évaluation environnementale «globale» des nombreux projets nucléaires ontariens. Le gouvernement ontarien entend plutôt évaluer, dit-elle, ces projets «à la pièce, alors que le risque global pour des villes comme Montréal ou Syracuse, dans l'État de New York, résulte plutôt de l'accumulation des risques que représenteront, en-

semble, les vieux réacteurs en fonction présentement ainsi que ceux dont on prévoit la construction: des analyses de risques à la pièce ne vont pas révéler le véritable risque qu'encourent les voisins de l'Ontario», affirme Emilie Moorhouse.

«Il est concevable, ajoute-t-elle, que ces projets représentent un grand risque pour Montréal», car toutes les études fédérales ont démontré jusqu'à présent que le smog de la région torontoise ou les émissions acides des entreprises du sud de l'Ontario aboutissent pour une très grande part au Québec ou dans l'État de New York. Il serait surprenant, dit-elle, qu'un nuage radioactif prenne une direction différente de la pollution atmosphérique conventionnelle.

Si l'Ontario décidait de construire ses futurs réacteurs sur l'important site de Darlington, plus à l'est que la centrale de Pickering, «On éloignerait alors le risque de Toronto et on le rappro-

## MIQUE

gie nucléaire en Ontario

# Ontariens demandent à protéger le Québec

*Intervenir dans une centrale ontarienne,  
qui subirait le plus de dommages*

cherait du Québec». Mme Moorhouse rappelle que les retombées d'un accident nucléaire — un risque auquel s'ajoute aujourd'hui la possibilité d'attentats terroristes — peuvent couvrir d'immenses territoires. L'accident de Tchernobyl, en avril 1986, a contaminé à des degrés divers 40 % de la surface de l'Europe, donne-t-elle en exemple.

La porte-parole de l'important groupe environnemental canadien estime que «le gouvernement du Québec doit mettre tout son poids dans la balance afin d'obtenir une évaluation globale du programme ontarien de développement de la filière nucléaire en raison des risques courus par la population du Québec».

Présentement, un grand nombre de réacteurs nucléaires ontariens ont été construits à l'est de Toronto. Il en résulte, explique Emilie Moorhouse, un «risque supérieur pour Montréal et Syracuse

que pour Toronto, car les vents dominants, qui soufflent la majorité du temps en direction de l'est, ont plus de chances de pousser un nuage radioactif vers Montréal et Syracuse que vers Toronto».

À une exception près, précise la porte-parole du Sierra Club, soit dans le cas de Pickering. Lors de sa construction, cette centrale se situait à l'est de Toronto. Mais l'étalement urbain a fait en sorte que Pickering se retrouve maintenant ceinturé par un énorme secteur résidentiel et se retrouve littéralement «en ville».

«Cela fait de Pickering la centrale nucléaire la plus densément ceinturée par une population civile» en Amérique, sinon dans le monde, dit-elle.

En Ontario, dit-elle, la population a été «endormie» depuis deux ans par l'intense campagne de publicité à la télé, menée par l'industrie nucléaire. «Les Ontariens, en général, sont convaincus

que le programme nucléaire de leur province est vraiment sécuritaire. Beaucoup de Torontois ne savent même pas d'ailleurs qu'il y a une centrale nucléaire à moins de 40 km de leur domicile», estime Emilie Moorhouse.

Seule une commission d'évaluation environnementale fédérale, dit-elle, qui analyserait ce programme globalement, pourrait permettre de déterminer si des solutions de remplacement plus sécuritaires et moins dommageables pour l'environnement sont possibles.

«L'ampleur des projets en cause, leur coût énorme et la gravité de leurs impacts possibles font en sorte que le ministre Ambrose abdiquerait sa responsabilité de protéger l'environnement si elle exigeait moins qu'une telle évaluation globale», conclut la porte-parole du Sierra Club.

Le Devoir